

INLASSABLEMENT MOBILISÉS

POUR DÉFENDRE LE SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION, SES MOYENS, SA QUALITÉ, LA DIVERSITÉ DE SON OFFRE DE FORMATIONS, SES MÉTIERS

Jeudi 10 février : forte mobilisation dans l'Éducation. Grève majoritaire dans le second degré à l'appel du Snes, des syndicats de la FSU et de la CGT. Au moins 2500 manifestants à Limoges, avec la participation de parents et d'une centaine de lycéens. Nous devons poursuivre et amplifier l'action, en particulier autour de la préparation de rentrée (suppressions de postes, effectifs de classes) et de la manifestation nationale à Paris du samedi 19 mars.

Le gouvernement doit entendre que l'Éducation reste aux yeux de nos concitoyens une priorité absolue pour le pays et doit donc disposer de moyens à la hauteur des enjeux économiques et sociaux d'aujourd'hui et de demain. C'est le sens des luttes qui sont menées actuellement dans un nombre croissant d'établissements de l'académie, où parents d'élèves, enseignants, exigent ensemble le maintien des postes. (*)

Sur les réformes en cours, celle des lycées et des STI, celle la formation des maîtres, celle du collège, le Président de la République et son Ministre doivent entendre qu'elles ne sont pas soutenues par les personnels et les usagers, que leur mise en œuvre n'est pas possible et se traduit par une **désorganisation du service.**

Désorganisation dans les lycées où tronc commun, accompagnement personnalisé et enseignements d'exploration créent désillusion et désengagement tant chez les personnels que chez les élèves. **Désorganisation dans les collèges** où coexistent deux objectifs et références pédagogiques incompatibles (socle commun de compétences et programmes nationaux). **Désorganisation dans la formation** où les jeunes lauréats des concours prennent des classes en charge à plein temps avec des bribes de formation, parfois indigentes, en plus de leur service d'enseignement. **Désorganisation avec la casse des services de l'orientation scolaire.** **Désorganisation du remplacement** avec la pénurie de professeurs titulaires qui obligent l'administration à recruter des vacataires ou des contractuels par petites annonces.

Les personnels manifestent également leur attachement à leurs métiers, aux normes professionnelles et aux valeurs qu'ils véhiculent, à leur reconnaissance sociale et à leur revalorisation. Oui, les personnels de l'Éducation Nationale doivent rester **des fonctionnaires d'Etat** car on leur confie les enfants de la République! Oui les agents non-titulaires doivent pouvoir être titularisés ! Oui les **salaires doivent être revalorisés** et non gelés ! Oui l'évaluation des professeurs doit être avant tout basée sur le cœur du métier, à savoir le travail pédagogique avec les élèves sur les savoirs ! Oui l'entrée dans le métier après le concours doit être progressive et faire alterner formation et pratique ! Oui, comme les magistrats, nous revendiquons les moyens de faire un bon travail au service de la Nation, et **nous ne voulons pas de primes au mérite pour quelques uns et du mépris et de la stigmatisation pour tous les autres !**

Alors que 80% des français expriment leur désaccord avec la poursuite de la politique dogmatique du non remplacement d'un poste sur deux dans l'enseignement, qui se traduit par exemple dans notre académie par la suppression de plus de 12 % des postes de professeurs dans les collèges et les lycées depuis 2003, alors que les étudiants se détournent des concours de recrutement faute d'une revalorisation conséquente des métiers de l'éducation, faute d'une véritable politique de pré recrutements et à cause d'une image fortement dégradée de nos professions, il faut maintenant répondre aux exigences des personnels et des usagers attachés à la qualité du Service Public.

En l'absence de réponse, notre profession, avec les parents et les usagers, se fera fortement entendre autour des procédures de vote des dotations dans les établissements et **montera massivement manifester à Paris sous les fenêtres de Luc Chatel samedi 19 mars 2011.**

**DANS TOUS LES ÉTABLISSEMENTS
EXIGEONS LE RÉTABLISSEMENT DES POSTES
EXIGEONS UNE AUTRE POLITIQUE ÉDUCATIVE
MANIFESTATION NATIONALE LE 19 MARS**

Agir pour le système éducatif, pour nos métiers, pour nos élèves

STATUTS MENACÉS

POSTES SUPPRIMÉS

COLLÈGE EN PANNE

MÉTIERS DÉNATURÉS

LYCÉES DÉBOUSSOLÉS

ORIENTATION DÉTOURNÉE

FORMATION DES MAÎTRES NIÉE

SALAIRES PLOMBÉS

**PARCE QUE NOUS NE VOULONS
PAS DE CETTE ÉCOLE-LÀ !**

HEURES SUP. IMPOSÉES

EDUCATION PRIORITAIRE DÉMANTELÉE

STI-STL DÉNATURÉES

VIE SCOLAIRE DÉGRADÉE

LP-SEP SACRIFIÉS

NON-TITULAIRES MÉPRISÉS

PRIVÉ AVANTAGÉ

LIVRET DE COMPÉTENCES IMPOSÉ

SAMEDI

19

MARS

JOURNÉE NATIONALE UNITAIRE D' ACTIONS

AVEC LE 

LE SECOND DEGRÉ À PARIS

AGIR DANS LES ÉTABLISSEMENTS

D'ici là, dans tous les établissements, avec les parents et les usagers, il faut dénoncer l'insuffisance des DGH, il faut exiger le rétablissement des postes, il faut exiger des effectifs de classe permettant de bonnes conditions d'étude et de travail.

D'ici là, il s'agit de faire converger les luttes d'établissements, comme par exemple en Haute-Vienne, où les parents d'élèves ont pris la décision d'un rendez-vous hebdomadaire chaque mercredi, devant le rectorat de 12 heures à 15 heures, rassemblant personnels et familles.

AMPLIFIONS LE MOUVEMENT DE REFUS DE CETTE POLITIQUE ÉDUCATIVE